

**BURKINA FASO**

***Unité-Progrès-Justice***



**62<sup>ème</sup> SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE GENERALE DE  
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)**

**Vienne (Autriche), 17-21 septembre 2018**

**DECLARATION DU Dr Urbain I. COULIDIATI,  
SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION, CHARGE DE LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

**17 septembre 2018**

**Monsieur le Président,**

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole ce jour devant votre auguste assemblée pour vous adresser mes vives félicitations pour votre élection à la présidence de la 62<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Je ne doute pas un seul instant que votre grande expérience et vos qualités personnelles nous mèneront au succès pour les travaux de la présente Conférence.

Permettez moi tout d'abord d'adresser les vifs remerciements du Gouvernement du Burkina Faso à Monsieur Yukiya Amano, Directeur Général de l'AIEA et à l'ensemble de son personnel pour tout le soutien que l'Agence a apporté à mon pays et le féliciter pour l'excellent travail accompli au cours de l'année 2018.

Nous saluons la participation récente du Directeur Afrique du programme de coopération technique à la réunion régionale de Haut niveau des premières dames sur le Cancer, tenue à Ouagadougou, les 01 et 02 août 2018. Le Directeur en a profité pour visiter le chantier de construction du Centre de Cancérologie de Ouagadougou.

**Monsieur le Président,**

La session ordinaire annuelle de la Conférence générale nous offre l'opportunité de faire le point des progrès réalisés dans l'exécution du programme de coopération technique dans les différents domaines relevant des compétences statutaires de l'AIEA et d'envisager des perspectives pour leur renforcement.

La présente session annuelle se tient à un moment où notre pays vient de commencer la mise en œuvre des projets du cycle biennal de coopération 2018-2019 avec déjà d'importants acquis, notamment la livraison d'un camion frigorifique au profit de l'Insectarium de Bobo-Dioulasso, la mise en place prochaine d'une plateforme de séquençage à l'Institut de l'Environnement et des Recherches agricoles (INERA) et l'équipement d'un laboratoire de nutrition animale à l'Université Nazi Boni de Bobo-Dioulasso. Ce cycle comprend pour notre pays six projets de coopération technique, mettant tous l'accent sur la promotion de l'utilisation pacifique des sciences et technologies nucléaires plusieurs domaines de développement socio-économique (*la médecine nucléaire, la radiothérapie, la production animale, la production végétale et la lutte contre les trypanosomoses animales africaines*) et sur la sûreté et la sécurité nucléaires.

Mon pays peut se féliciter des retombées positives de cette coopération dans des domaines clés de sa vie socio-économique et pour certains pays de la sous région.

**Monsieur le Président,**

De façon spécifique,

Dans le domaine de la santé des populations, le Gouvernement du Burkina Faso tiens à saluer particulièrement l'assistance technique de l'Agence qui nous a permis la mise en œuvre du Programme national de lutte contre le cancer, conçu conjointement entre l'AIEA et le Burkina Faso. Aussi, faut il noter que les travaux de construction du Centre de Cancérologie de Ouagadougou, démarrés en Mars 2017, avancent comme prévu grâce notamment aux soutiens multiples du Gouvernement du Burkina Faso et du Département de la coopération technique de l'AIEA. Le centre devrait être fonctionnel au cours de l'année 2019 au regard de l'avancement des travaux et des soutiens multiformes apportés par notre pays avec l'assistance technique de l'AIEA. En matière de renforcement des capacités du personnel, trois médecins sont en cours de formation de spécialisation depuis 2017 au Royaume du Maroc et 3 autres démarreront leur formation à la rentrée prochaine.

C'est le lieu ici pour moi d'adresser au nom du gouvernement du Burkina Faso mes vifs remerciements à l'Agence qui partage les coûts de formation avec notre pays et au Royaume du Maroc qui abrite ces formations.

Dans le domaine de l'Agriculture, le Burkina Faso a fait d'énormes progrès dans l'utilisation de la technique de l'Insecte Stérile en étant le premier pays Ouest-Africain où cette méthode de lutte a été expérimentée avec succès. Un Insectarium a été mis en place à Bobo-Dioulasso et est actuellement fonctionnel. Avec une vocation sous régionale, l'Insectarium de Bobo-Dioulasso a commencé la distribution de mouches tsé-tsé stériles mâles à certains pays de la sous région, notamment le Sénégal. Nous saluons l'appui énorme apporté par l'Agence à l'Insectarium de Bobo-Dioulasso par des équipements spécifiques complémentaires, notamment la livraison en cours d'un laboratoire mobile qui facilitera l'alimentation en sang des mouches élevées dans ce centre.

En ce qui concerne l'utilisation de techniques nucléaires pour améliorer le rendement agricole, l'aide de l'Agence a permis aux Chercheurs du Burkina Faso de créer plus de 170 mutants de riz à hauts rendements dont une variété de riz gluant à faible teneur en amylose. Cette variété répond à la fois aux attentes des producteurs avec un rendement estimé à 7-8 tonnes/ha et à celles des consommateurs qui recherchent un riz doux de qualité.

S'agissant de l'élevage, l'appui de l'Agence a permis la mise en place d'une plateforme de séquençage à l'INERA et d'équiper un laboratoire de nutrition animale à l'Université Nazi Boni de Bobo-Dioulasso. L'appui a également permis de soutenir le développement de l'élevage de la volaille locale par la mise à disposition des petits producteurs en zone rurale, de couveuses entièrement solaires pour la couaison des œufs. Cela a permis de lever une contrainte majeure au développement de leurs activités.

Dans le domaine de la Gestion des ressources en eau, le Burkina Faso salue non seulement la mise en œuvre réussie du projet de gestion intégrée et durable des systèmes aquifères partagés et des bassins de la région du Sahel, mais aussi son extension qui permettra d'approfondir les connaissances sur les ressources en eau souterraine de notre pays.

En dépit des réactions mitigées sur le développement de l'électronucléaire, le Gouvernement du Burkina Faso reste persuadé que l'utilisation de l'électro nucléaire demeure, sans conteste, l'une des solutions d'avenir pour venir à bout des problèmes énergétiques et des changements climatiques. Aussi, a-t-il apprécié la poursuite des discussions au niveau régional sous l'égide de l'AIEA.

Monsieur le Président,

Dans le domaine de la radioprotection, de la sûreté et de la sécurité nucléaires, l'assistance technique de l'AIEA et de l'AFRA, a permis de renforcer, de façon notable, les capacités opérationnelles de l'Autorité Nationale de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (ARSN).

Au cours des cycles de coopération technique passés, l'assistance de l'Agence s'est opérée à travers la mise en œuvre d'un certain nombre de Projets nationaux, régionaux et interrégionaux. Ces projets ont contribué au Renforcement de l'infrastructure nationale de réglementation pour le contrôle des sources de rayonnement, la radioprotection, la sûreté radiologique, la

sécurité nucléaire et la surveillance de l'environnement. En outre, ces projets ont permis à notre pays de :

- renforcer l'inventaire des sources de rayonnements ionisants sur toute l'étendue du territoire national;
- renforcer le cadre réglementaire dans le domaine de la radioprotection, de la sûreté et de la sécurité du transport des sources radioactives;
- accroître les capacités techniques de l'ARSN en matière de contrôle qualité des installations radiologiques, de suivi du futur Centre de Cancérologie et de surveillance radiologique de l'environnement ;
- renforcer les capacités professionnelles et techniques des forces de défense et de sécurité dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Monsieur le Président,

Comme nous l'avons toujours souligné, le terrorisme nucléaire constitue de nos jours, une question préoccupante, dont tous les Etats sont désormais pleinement conscients, y compris en Afrique, en particulier dans la zone sahélienne. Il est plus qu'urgent de tout mettre en œuvre pour prévenir l'accès, et l'usage de sources radioactives par les groupes terroristes. C'est pour cela que nous saisissons cette tribune pour lancer un appel pour soutenir les efforts des Etats de la région en la matière.

A ce titre, le Burkina Faso se réjouit de l'avancée significative vers une entrée en vigueur de l'Amendement à la convention sur la protection physique des matières nucléaires, après sa ratification récente par les Etats Unis d'Amérique. Il devrait être ratifié par quatorze autres pays pour pouvoir entrer en vigueur. Pour sa part, le Burkina Faso l'a ratifié le 02 mai 2014, preuve de son engagement à lutter contre toutes les formes du terrorisme nucléaire. C'est pourquoi, il souhaiterait que cette protection physique s'adresse également aux sources radioactives de catégorie I et II, tel que le recommande le code de conduite.

**Monsieur le Président,**

Au regard de la qualité de sa coopération avec l'Agence, le Burkina Faso voudrait exprimer sa satisfaction au personnel, et réitérer sa gratitude au Directeur Général, M. Yukiya Amano, pour l'assistance technique dont il bénéficie. Dans le même ordre d'idée, le Burkina Faso se réjouit du soutien technique et financier que l'Agence offre à l'AFRA (Accord régional de

coopération pour l'Afrique sur la Recherche, le Développement et la Formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaire). Il invite par ailleurs, l'Agence et la Communauté internationale à apporter des appuis conséquents à la Commission Africaine de l'Energie atomique qui a été mise en place, suite à l'entrée en vigueur du Traité de Pelindaba qui fait de l'Afrique une zone exempte d'arme nucléaire.

Ma délégation reste toutefois convaincue que l'établissement d'un partenariat fructueux entre l'AFRA et la Commission Africaine de l'Energie atomique (AFCONE) serait un atout majeur pour la promotion de l'utilisation pacifique des technologies nucléaires pour le développement du continent africain

**Monsieur le Président, Distingués délégués,**

Ma délégation est consciente de l'engagement des Etats membres à s'acquitter de leurs obligations financières vis-à-vis de l'Agence afin de permettre à celle-ci d'exécuter au mieux son mandat, notamment celui des applications technologiques nucléaires à des fins pacifiques. C'est le lieu ici pour moi de vous rassurer que les dispositions ont été prises au niveau national pour le paiement à temps de notre contribution aux différents fonds de l'Agence.

Pour terminer, le Gouvernement du Burkina Faso accordera une attention particulière aux conclusions de cette 62<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence générale, afin de permettre à l'agence d'assumer avec plus de succès son rôle primordial dans la recherche et la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

**Je vous remercie.**